

International

NUCLÉAIRE IRANIEN : ISRAËL A GAGNÉ LA BATAILLE, PAS LA GUERRE

Raz Zimmt

27/06/2025

Après douze jours de combats, point culminant d'un conflit qui oppose Jérusalem et Téhéran depuis plusieurs décennies, comment Israël doit-il se préparer pour la suite ? Raz Zimmt, directeur du programme de recherche sur l'Iran et l'axe chiite à l'Institute for National Security Studies (INSS)**¹, explique dans **cette note** que si Israël peut être satisfait des résultats obtenus par ses frappes, celles-ci ne suffisent pas à contrer toutes les menaces posées par l'Iran.**

Le cessez-le-feu entre l'Iran et Israël, déclaré le 24 juin 2024, marque la fin de la phase la plus intense et la plus grave à ce jour dans le conflit qui oppose la République islamique et Israël. Israël peut considérer cette campagne militaire comme un succès significatif. Même si l'Iran conserve un stock d'uranium enrichi à 60% – qu'il détenait avant le conflit et qu'il a peut-être transféré vers des sites secrets –, son programme nucléaire a subi un revers important qui l'a renvoyé des années en arrière. Bien que les deux installations d'enrichissement de Natanz et Fordow n'aient probablement pas été totalement détruites, elles ont subi des dommages importants, et l'élimination de plus d'une dizaine de scientifiques nucléaires de haut niveau empêchera ou, à tout le moins, entravera sérieusement la capacité de l'Iran à se doter de l'arme nucléaire dans un avenir proche. L'Iran pourrait encore être en mesure de produire des matières fissiles de qualité militaire enrichies à 90%, mais il est improbable que cela suffise à lui permettre de fabriquer une arme nucléaire. De plus, la décision des États-Unis de mener des frappes reflète la volonté historique de l'Amérique de faire usage de la force militaire pour arriver à ses fins, un précédent important qui pourrait faciliter la tâche des futures administrations si elles devaient faire de même.

À l'inverse, l'Iran est susceptible de présenter la guerre comme un succès, quels que soient ses résultats réels. Tout au long des combats, les autorités et les médias iraniens ont mis l'accent sur les pertes israéliennes et l'ampleur des dégâts infligés à Israël, afin de construire un récit selon lequel la République islamique est capable de résister à une confrontation prolongée avec Israël et de lui causer de graves dommages en retour. Même la défaite du Hezbollah l'été dernier continue d'être présentée en Iran comme une « victoire », avec l'affirmation que l'organisation a réussi à imposer un cessez-le-feu à Israël, qui n'aurait pas atteint ses principaux objectifs stratégiques. Il y

a peu de raisons de penser que le discours de l'Iran à la fin des hostilités actuelles sera différent. Depuis le début du conflit, les dirigeants iraniens ont cherché à préserver trois acquis stratégiques et opérationnels essentiels : premièrement, la survie du régime, considérée comme la priorité nationale absolue de l'Iran ; deuxièmement, la préservation du programme nucléaire, considéré comme une « police d'assurance » pour la continuité du régime ; et troisièmement, la survie des infrastructures stratégiques essentielles, en particulier les systèmes de missiles, les réseaux de renseignement et les capacités de commandement et de contrôle, qui sont tous indispensables pour faire face aux futurs défis en matière de sécurité.

Avec l'annonce du cessez-le-feu, on peut affirmer que le régime iranien a réussi à préserver sa cohésion interne, à faire preuve de détermination et à présenter un front uni contre la menace extérieure. L'opinion publique iranienne a été principalement influencée par les images de victimes civiles et de destructions, canalisant sa colère principalement vers Israël plutôt que vers le régime lui-même, en partie grâce au contrôle des médias par le régime et à son exploitation de la solidarité nationale.

Bien que le programme nucléaire iranien ait subi un sérieux revers, Téhéran n'est pas près de capituler ou d'abandonner ses ambitions nucléaires. Au contraire, il est fort probable que la détermination de l'Iran à se doter d'une capacité nucléaire militaire ne fera que s'intensifier. Au cours de l'année écoulée, des signes d'un changement dans la pensée stratégique iranienne sont apparus, notamment en raison de l'effondrement de l'« axe de la résistance » et de l'échec de l'Iran à imposer une nouvelle équation de dissuasion à Israël à l'aide de missiles balistiques et de drones. À Téhéran, on assiste à une recrudescence des voix affirmant que l'amélioration de la dissuasion nécessite non seulement de renforcer les capacités balistiques et réhabiliter le Hezbollah et l'axe pro-iranien, mais aussi de changer de doctrine nucléaire, y compris d'envisager une percée vers l'arme nucléaire, qui fournirait à l'Iran la « police d'assurance » ultime.

On ne doit pas s'attendre à ce que ces voix s'éteignent après la fin de la campagne militaire ; au contraire, elles pourraient même se faire plus fortes. Si la capacité de l'Iran à se doter de l'arme nucléaire a peut-être été compromise à court terme, on peut raisonnablement s'attendre à ce que Téhéran continue à poursuivre ses ambitions nucléaires, que ce soit dans le cadre contraignant d'un accord ou par des moyens détournés.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré cette semaine qu'Israël restait déterminé à atteindre ses objectifs, que ce soit par la diplomatie ou par la force. Si le Premier ministre n'a pas exclu la possibilité d'un accord visant à consolider les acquis de la campagne militaire, il a souligné qu'en l'absence d'un tel accord, Israël maintiendrait ces acquis par un contrôle continu, « comme

nous le faisons au Liban ». Il convient de noter que rien n'indique que l'Iran soit actuellement intéressé par un retour à un cadre négocié, en particulier s'il implique des concessions que Téhéran considérerait comme une capitulation face aux diktats des États-Unis, notamment l'abandon des capacités d'enrichissement de l'Iran. De plus, il est improbable que l'Iran accepte un mécanisme d'inspection intrusif de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), que de hauts responsables iraniens ont accusée pendant le conflit de coopérer avec Israël et les États-Unis et de faciliter les attaques contre l'Iran.

La perspective d'un nouvel accord sur le nucléaire pose un dilemme difficile à Israël, même si la décision finale dépendra en grande partie des choix qui seront faits à Washington et à Téhéran dans les semaines à venir. D'une part, un accord pourrait permettre un contrôle plus strict du programme nucléaire iranien. Sans accord, Israël sera contraint de s'en remettre entièrement à ses capacités de renseignement pour surveiller le programme, et il n'est pas certain que les services de renseignement puissent à eux seuls détecter de manière fiable toutes les violations potentielles.

En outre, il n'est pas certain que le modèle libanais, qui consiste à réagir à chaque violation, puisse être maintenu à long terme. Israël réagira-t-il vraiment chaque fois que l'Iran tentera de redéployer un lanceur dans une base éloignée ? Agira-t-il contre chaque tentative de restauration des installations d'enrichissement ou, pire encore, de fabrication d'une arme nucléaire ? Même si, à l'heure actuelle, les États-Unis et Israël s'accordent sur la nécessité de bloquer l'Iran, il n'est pas certain que cette coordination étroite puisse être maintenue dans le temps, surtout compte tenu des changements politiques potentiels aux États-Unis ou de l'évolution de leurs priorités mondiales. Dans ce contexte, il pourrait être préférable de rechercher un accord nucléaire à des conditions améliorées. Un tel accord consoliderait les succès opérationnels significatifs obtenus par Israël et les États-Unis et permettrait de continuer à surveiller de près l'évolution du programme nucléaire iranien. Si aucun accord n'est conclu, Israël devra mener une campagne à long terme, combinant des frappes cinétiques et des opérations secrètes pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire.

D'autre part, un accord nucléaire en soi ne garantit pas le respect à long terme de ses termes par l'Iran. Il ne contribuerait guère à empêcher la poursuite des progrès dans la clandestinité, surtout si l'Iran conserve des capacités résiduelles. De plus, tout accord entraînant la levée ou l'assouplissement significatif des sanctions économiques offrirait une bouée de sauvetage au régime, et renforcerait sa capacité à poursuivre ses activités malveillantes dans de nombreux domaines. Il pourrait également restreindre la liberté d'action d'Israël contre l'Iran, à moins d'être garanti par des accords informels avec les États-Unis.

Dans tous les cas, il faut garder à l'esprit que la lutte contre l'Iran est loin d'être terminée. Les frappes israéliennes et américaines peuvent apporter une réponse temporaire au défi nucléaire iranien, mais elles n'offrent pas une réponse globale à l'ensemble des menaces posées par la République islamique, qui appelle ouvertement à la destruction d'Israël.

En fin de compte, il semble que la solution à long terme à la menace iranienne pour la sécurité nationale d'Israël réside dans un changement de régime à Téhéran. La chute du régime iranien est un objectif qui sert non seulement Israël, la région et l'Occident, mais aussi le peuple iranien lui-même. Si la campagne militaire israélienne actuelle peut créer de nouvelles opportunités pour Israël et l'Occident de promouvoir un changement politique en Iran, la probabilité d'un tel changement dépend principalement des développements internes et d'un événement déclencheur imprévisible. Tout au plus, l'Occident peut continuer à soutenir les initiatives qui fournissent au public iranien des médias libres et une meilleure diffusion de l'information, exprimer publiquement son soutien aux manifestants (ce qui peut encourager leur lutte) et se préparer, par tous les moyens disponibles, au jour où des millions de citoyens iraniens descendront dans la rue et auront besoin de toute l'aide possible.

Dans l'intervalle, Israël doit se préparer à poursuivre sa campagne contre l'Iran en utilisant des moyens diplomatiques, économiques, secrets et parfois militaires pour garantir la réalisation de tous ses objectifs stratégiques, et en particulier empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire, démanteler l'axe pro-iranien et freiner le projet de missiles iranien.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. **L'INSS** est le principal think tank dédié aux questions diplomatiques, stratégiques et militaires d'Israël. Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, ses notes seront régulièrement traduites et publiées sur notre site afin d'éclairer nos lecteurs sur l'état des réflexions en cours à Jérusalem.